



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

A R R E T E MODIFICATIF INTERPRÉFECTORAL N °BCTE/2024-104 du 23 août 2024

**PORTANT AUTORISATION DE CHANGEMENT D'EXPLOITANT DE BORALEX
CHAZOTTES-RAGEADES SARL À BORALEX VERSEILLES SAS D'UN PARC EOLIEN
SUR LES COMMUNES DE ALLY, SAINT-AUSTREMOINE (43) ET DE RAGEADE (15)**

**Le préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Le préfet du Cantal**

VU les titres 1er et 4 des parties législatives et réglementaires du livre V du code de l'environnement et notamment l'article R.516-1 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2022 nommant M. Laurent BUCHAILLAT en qualité de préfet du Cantal ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 22 septembre 2023 nommant M. Hervé DEMAI secrétaire général de préfecture du Cantal, sous-préfet d' Aurillac ;

VU le décret du Président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy en Velay ;

VU l'arrêté interpréfectoral n°BCTE/2023-24 délivré le 24 février 2023 autorisant BORALEX CHAZOTTES-RAGEADES SARL à exploiter un parc éolien situé sur les communes de Ally, Saint-Austremoine (43) et de Rageade (15) pour une durée de 30 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2024-09 en date du 19 février 2024 portant délégation de signature à Madame Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU la demande transmise le 26 février 2024 par BORALEX CHAZOTTES-RAGEADES SARL sollicitant l'autorisation de transférer à BORALEX VERSEILLES SAS, l'exploitation du parc éolien sur les communes d'Ally, Saint-Austremoine (43) et de Rageade (15) ;

VU le rapport et les propositions de monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes en date du 23 juillet 2024 ;

VU les observations émises le 13 août 2024 par l'exploitant à la lecture du projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que tout changement d'exploitant d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent est soumis à autorisation préfectorale ;

CONSIDÉRANT que la société BORALEX VERSEILLES SAS dispose des capacités techniques et financières nécessaires à l'exploitation d'un parc éolien sur les communes d'Ally, Saint-Austremoine (43) et de Rageade (15) ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire et du secrétaire général de la préfecture du Cantal

ARRÊTE

ARTICLE 1.

BORALEX VERSEILLES SAS se substitue à BORALEX CHAZOTTES-RAGEADES SARL dans l'intégralité des droits et obligations rattachés à l'autorisation d'exploiter le parc éolien sur les communes d'Ally (43- lieu-dit la pioulette), Saint-Austremoine (43 - lieu-dit ley Liste) et Rageade (15 - lieu-dit Escramadis).

ARTICLE 2.

L'article 2.2 « montant des garanties financières » est modifié comme suit :

« Le montant des garanties financières à constituer, en application des articles R. 515-101 à R. 515-104 du code de l'environnement par la société S.A.R.L « Boralex Chazottes-Rageade », s'élève donc à

$$M = 7 \times (50\,000 + 25\,000 \times (P^* - 2)) = 735\,000 \text{ €}$$

$p^* : 4,2 \text{ MW}$ »

est remplacé par

« Le montant des garanties financières à constituer, en application des articles R. 515-101 à R. 515-104 du code de l'environnement par la société SAS « Boralex Versailles, s'élève donc à

$$M = 7 \times (75\,000 + 25\,000 \times (P^* - 2)) = 910\,000 \text{ €}$$

$p^* : 4,2 \text{ MW}$ »

Le nouvel exploitant se substitue d'office au précédent exploitant dans l'intégralité des droits et obligations attachés aux autorisations d'exploiter accordées susvisées et aux autorisations d'utilisation de produits explosifs dès réception.

ARTICLE 3. Délais et voies de recours

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

La juridiction administrative peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 4. Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies d'Ally, Saint-Austremoine (43) et de Rageade (15) pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans les mairies sus-mentionnées pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département de la Haute-Loire et du département du Cantal pendant une durée minimale de quatre mois.

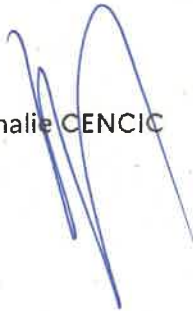
ARTICLE 5. Notification

Les secrétaires généraux des préfectures de la Haute-Loire et du Cantal, les maires d'Ally, Saint-Austremoine (43) et de Rageade (15), le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société .

Le Puy en Velay, le 23 août 2024

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,

Nathalie CENCIC



Aurillac, le 22 AOUT 2024

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Hervé DEMAI

